

# LE SOCIALISME

## *Causerie et infos en bref.*

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

**Le 21 octobre 2026**

Ma santé s'améliore tout doucement, à part la respiration toujours difficile, tout le reste est rétabli. J'arrive à dormir entre 6 et 8 heures en me levant une seule fois la nuit au lieu 6 ou 10 fois, et je ne tousse plus du tout, je m'endors en une minute et je n'ai plus la tête qui tourne toute la journée. J'ai fait du vélo jusqu'à 75 minutes d'un coup en regardant des concerts d'Alice in Chains ou Pearl Jam, J'attends d'avoir retrouvé une respiration normale pour m'acheter un vélo pour aller faire mes courses, j'adore le vélo, à 71 ans, j'espère que cela va encore le faire, on verra.

Dans 20 jours ce sera Diwali, ici je vis au rythme des fêtes hindoues. Je préfère encore entendre la musique du temple situé à 300 mètres de chez moi, plutôt que le bruit des bagnoles, des missiles ou des bombes ! Même en esclavage, on a le droit à quelques fantaisies ! On a bien le droit de pleurer, alors pourquoi on n'aurait pas le droit de rire ? Je ne critique jamais le mode de vie ou le comportement des Indiens, de personne d'ailleurs.

J'ai prêté pendant un mois 10.000 roupies à mes voisins qui ne pouvaient pas régler les frais scolaires de leur fils aîné, sinon il était viré de son école. J'ai prêté 5.000 roupies à une voisine pour qu'elles se rachètent des saris et des corsages qui vont avec, ainsi que des jupons. En fait, c'est moi qui suis allé lui acheter à Pondichéry, elle me remboursera 1.000 roupies pendant 5 mois.

Je vous raconte cela, parce que mes lecteurs ont tendance à me prendre pour un rustre ou un type infréquentable, si, si, j'insiste, c'est la vérité. Moi, ma vie, ce sont mes voisins, les Indiens avec lesquels je vis, que je croise quand je sors de chez moi, je ne fréquente pas d'Occidentaux, à part en France au téléphone, un vieux pote, chaque fois on papote pendant deux heures, et ma sœur Catherine de temps en temps. Mon épouse Magueswary sera à Pondichéry le 4 décembre, elle restera trois mois en Inde, pas chez moi, deux femmes à la maison et c'est la guerre civile !

---

Hier soir j'ai rectifié les adresses erronées d'un tas d'articles depuis le mois d'août, je m'en excuse. J'ai confondu un fichier et un dossier, et j'ai fait des copier/coller sans me rendre compte de l'erreur. Si vous aviez tenté de télécharger certains articles, vous pouvez réessayer, en principe ils sont disponibles.

Je ne remercierai pas les lecteurs qui ne m'ont pas contacté, bonjour l'ambiance de camaraderie sur l'Internet, détestable !

Je vous conseille de télécharger et de lire les deux documents que j'ai réalisés avec la collaboration de l'IA à défaut de lecteurs, qui n'auraient jamais eu les qualités requises. D'ailleurs, je ne comprends pas ce qu'on lui reproche à l'IA, de ne pas être parfaite peut-être, non ? C'est sans doute parce que certains croient l'être ! Ils doivent être jaloux !

Je crois que la mythomanie combinée à la mégalomanie a pris le dessus sur la connerie de nos jours. Souhaitons qu'elles se dissipent au cours du processus révolutionnaire à venir, car on n'en veut à personne, on est tous embarqués dans la même galère, alors ramons dans le même sens.

Quand vous pensez au capitalisme et à ses institutions, imaginez un nœud coulant autour du cou qui se referme irrémédiablement un peu plus chaque jour sans que personne ne puisse y faire quoi que ce soit.

En voilà une excellente nouvelle, non ? Cela devrait vous galvaniser, vous remonter le moral, et il n'y a rien de démagogique là-dedans, ce n'est pas vraiment mon truc non plus, j'en ai horreur !

---

### **Mais l'esclavage demeure, et pour l'abolir il faut en finir avec le capitalisme.**

#### **Esclavage : Le Parlement abroge définitivement le Code noir, 178 ans après - 20 Minutes avec AFP 20 octobre 2026**

J-C – Comme quoi les apparences sont trompeuses. Surtout avec un parti fasciste en embuscade, le RN-FN.

Les bases sociales du « *Code noir* », du racisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, la division de la société en classes sociales aux intérêts irrémédiablement antinomiques, incompatibles, c'est le système économique d'exploitation en vigueur, le capitalisme, qui existe toujours et que l'on doit renverser...

---

### **L'unique réponse du régime policier Macron-Nunez-Darmanin aux revendications légitimes de la jeunesse et des travailleurs : la répression.**

Le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, a remercié, mardi 20 octobre, l'ensemble du personnel de la justice française après un *"week-end extrêmement intense"*. Rapportant que 149 personnes avaient été incarcérées depuis les manifestations du week-end, il a salué *"une réponse pénale extrêmement ferme"*. *"Je me félicite des réponses pénales extrêmement importantes"*, a-t-il insisté. *"Pourquoi la justice est extrêmement ferme ? Parce qu'ils trahissent la France, l'image d'une ville, d'un pays, a-t-il fait valoir. Si nous n'avons pas de réponse extrêmement ferme, alors les habitants feront justice eux-mêmes, et il ne faut pas laisser l'idée qu'il faut faire justice soi-même."* Gérald Darmanin demande aux parquets de faire appel de la décision de justice si la *"réponse pénale"* apportée n'est pas assez ferme.

Les gardes à vue liées aux violences du 17 octobre pourront passer de 48 à 72 heures pour *"criminalité organisée"*. Gérald Darmanin annonce avoir envoyé *"une instruction à tous les parquets de France pour leur demander de passer en qualification de criminalité organisée"*. Cela permettra de prolonger les gardes à vue de 48 à 72 heures et de *"faire des géolocalisations des écoutes téléphoniques qui vont nous permettre de savoir (...) où ils étaient au moment où on a pillé des magasins, attaqué des mairies"*, a fait valoir le garde des Sceaux sur TF1.

LFI veut poursuivre le ministre de l'Intérieur devant la Cour de justice de la République à la suite de la publication d'une enquête de Mediapart qui avance que les renseignements territoriaux ont ordre *"d'écrire que c'est LFI qui est derrière le mouvement"* social. *"Qu'on en vienne à manipuler le*

*travail des renseignements territoriaux pour essayer de cibler La France insoumise (...) C'est absolument inacceptable", fustige ce matin sur franceinfo le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard. franceinfo.fr 20 octobre 2026*

---

### **Du côté du régime, ça tangué ou craque de partout, un avant-goût de l'effondrement à venir...**

J-C – En criminalisant LFI, ils se décrédibilisent un peu plus et ils leur apportent des voix !

Quand les autorités et les médias à leur solde scandent que LFI et le PCF seraient d'extrême gauche, on s'étrangle, car on sait que ce n'est pas vrai, si on les caractérise à partir de leur orientation politique, ils sont de droite puisque ni LFI ni le PCF n'entend rompre avec le capitalisme, cependant pour leurs accusateurs cela signifie quelque chose de bien précis, à savoir, que les capitalistes n'entendent pas céder la plus minime réforme sociale qui soit, ils ne veulent absolument plus rien lâcher sur le plan social, donc économique, autrement dit, tout est verrouillé, aucun progrès social n'est envisageable à court, moyen ou long terme, jamais, aucune concession n'est envisageable, sauf s'il y était contraint par crainte de tout perdre ou d'une révolution qui emporterait le régime en place.

Voilà pourquoi ils réagissent aussi férocement envers LFI, parce qu'il incarne une politique incompatible avec le maintien en place du régime capitaliste, même sans s'attaquer à ses fondements, elle alimenterait la crise du capitalisme français ou déboucherait sur des revendications qui pour le coup nécessiterait de s'en prendre à ses fondements, ce qui pour eux est inconcevable, il faut donc stopper LFI d'une manière ou d'une autre ou la crise du régime combinée à celle des institutions risque de les emporter tous les deux.

Les masses ne sont ni révolutionnaires ni socialistes ni communistes, sinon cela se saurait, en revanche, elles sont plutôt réformistes ou modérés, cela tombe bien puisque LFI aussi, or c'est que les capitalistes redoutent le plus pour les raisons que j'ai évoquées plus haut, par conséquent LFI est le parti à abattre absolument, le PS et le PCF s'y sont employés sans succès, il va donc falloir qu'ils trouvent autre chose pour le faire trébucher, non pas qu'il risquerait de l'emporter à la présidentielle, mais parce que leur candidat officiel, Edouard Philippe, ne pourrait pas accéder au second tour et être élu à la place de Le Pen, car les oligarques ne tiennent pas spécialement à ce que l'extrême droite accède au pouvoir, ou en tout cas, pas dans ces conditions, car la France n'est pas l'Italie ou la Grande-Bretagne ou même l'Allemagne où le mouvement ouvrier est encore plus décomposé.

### **Assimiler LFI à l'ultragauche, une stratégie en passe de se retourner contre l'exécutif ? - France 24 20octobre 2026**

En associant dans son discours La France insoumise à l'ultragauche, le gouvernement accuse le parti d'être à l'origine du mouvement lycéen et des scènes de chaos observées le 17 octobre en France. Mais cette rhétorique est à la fois mise à mal par des révélations de Mediapart et les spécialistes de l'ultragauche, qui contestent tout lien entre cette mouvance et LFI.

D'un côté un gouvernement qui tire à boulets rouges sur La France insoumise depuis plusieurs semaines. De l'autre, des faits et des révélations qui le contredisent. Depuis les événements du samedi 17 octobre, lors desquels les forces de l'ordre ont été totalement débordées, l'exécutif cherche des coupables et accuse LFI d'être responsable du chaos. Mais en allant toujours plus loin

dans ses attaques visant Jean-Luc Mélenchon, le Premier ministre Sébastien Lecornu, désormais accusé de manipuler la vérité, pourrait voir sa stratégie se retourner contre lui.

Le site Mediapart a publié lundi soir une enquête dans laquelle le média en ligne cite notamment un commissaire du renseignement territorial affirmant qu'il lui est demandé *"texto d'écrire que c'est LFI qui est derrière le mouvement alors que c'est objectivement faux de l'avis général des RT [renseignements territoriaux, NDLR]"*.

*"J'ai été très étonné par ces accusations concernant LFI qui serait responsable du chaos de samedi et des saccages"*, témoigne également dans Mediapart un responsable national d'un syndicat de police. *"Je ne vois pas ce qu'a à voir LFI dans l'histoire de ce fiasco. C'est dangereux de politiser ainsi un échec aussi grossier et surtout de ne pas en assumer l'entière responsabilité"*, ajoute-t-il, précisant qu'il *"ne porte pas LFI dans [son] cœur"*.

Au-delà de la crédibilité des propos tenus par l'exécutif, qui est remise en cause par les révélations de Mediapart, cette succession de déclarations *"pose problème"* car *"l'exécutif sème la confusion entre La France insoumise et l'ultragauche, en laissant penser que c'est la même chose"*, déplore Isabelle Sommier, spécialiste des mouvements sociaux et autrice de *"Violences politiques en France"* (Presses de Sciences-Po, 2021).

*"L'ultragauche est un terme qui est utilisé par les renseignements territoriaux depuis 2006 et le mouvement anti-CPE. Il rassemble différentes mouvances ayant des idéologies distinctes : les autonomes, les anarchistes et les antifascistes"*, détaille la chercheuse, qui souligne que l'ultragauche *"a le vent en poupe depuis dix ans"*. Les renseignements estiment à environ 5 000 le nombre de militants fichés *"ultragauche"*.

*"Ils sont bel et bien présents lors des manifestations, poursuit Isabelle Sommier. Ils utilisent la tactique du 'black bloc' en allant au contact de la police et s'en prennent aux symboles du capitalisme comme les banques et les assurances ou les symboles de l'État, mais ils ne visent pas des commerces de proximité."*

Une source aux renseignements confirme cette analyse et assure à l'AFP que *"l'ultragauche"* et *"l'extrême gauche radicale"* étaient en pointe lors des débordements de violence survenus samedi en France, sans toutefois être à l'origine des pillages, qui ont, eux, été l'œuvre d'un *"mix"* de personnes répondant par opportunisme à *"des appels sur les réseaux sociaux"*.

Sous le vocable *"extrême gauche radicale"*, les services de renseignement décrivent des militants qui font *"des actions de terrain violentes"* selon un *"procédé bien défini"*. Des organisations ou partis comme le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et Révolution permanente (RP) sont classés dans cette catégorie par les renseignements, mais pas La France insoumise.

C'est cette *"extrême gauche radicale"*, selon la même source, qui a formé le 17 octobre des petits groupes mobiles partout dans la capitale pour des déambulations sauvages.

Il n'y a *"vraiment aucun rapport entre ces univers de l'ultragauche et LFI"*, insiste Isabelle Sommier. *"Les mouvances d'ultragauche sont très loin du jeu institutionnel et électoral, et ont un mode de fonctionnement très horizontal, alors que La France insoumise joue le jeu démocratique et fonctionne avec un chef en haut de la pyramide"*, décrit-elle.

Le rapport à LFI est d'ailleurs une source de tension au sein des partis d'extrême gauche. Le NPA a ainsi connu une scission en 2024 entre les partisans d'une alliance avec LFI, désormais représentés

au sein du NPA-L'Anticapitaliste (NPA-A), et les opposants à un tel rapprochement, réunis sous la bannière du NPA-Révolutionnaires (NPA-R). (Idem avec le POI et le PT issus du courant trotskyste lambertiste, le POI a rejoint LFI, mais pas le PT. - J-C)

*"LFI a effectivement noué des liens avec certains antifas, mais cela reste marginal, juge Isabelle Sommier. D'autres groupes antifas ont contesté le choix de La Jeune Garde et ont affiché leur désaccord."*

Taper sur LFI est une stratégie récurrente des gouvernements d'Emmanuel Macron depuis 2017. Mais les accusations portées contre les insoumis semblent cette fois-ci avoir davantage de mal à convaincre.

Plusieurs personnalités pourtant très critiques de Jean-Luc Mélenchon ont ainsi pris la défense de LFI ces derniers jours. *"La France insoumise a plein de défauts (...) mais enfin, ce n'est pas eux qui ont cassé, ce n'est pas vrai. (...) Ce qui s'est passé dans Paris ce week-end, c'est l'État qui a été défaillant"*, a notamment dénoncé le maire de la capitale, Emmanuel Grégoire, lundi matin sur France Inter.

*"On a le droit de contester LFI mais, dans une démocratie, on ne manipule pas la vérité pour éliminer un opposant"*, a renchéri le patron du Parti socialiste, Olivier Faure.

---

## **La France en état de siège samedi 24 octobre 2026.**

**Manifestations "de nature à troubler l'ordre public" interdites, itinéraires spécifiques... Les consignes de Laurent Nuñez aux préfets pour maintenir l'ordre ces prochains jours - BFMTV 20 octobre 2026**

Le ministre de l'Intérieur demande aux préfets d'*"interdire les manifestations revendicatives de nature à troubler l'ordre public qui sont prévues ce samedi 24 octobre"*. *"Lorsque le dialogue avec les organisateurs n'aura pas permis de créer les conditions de sécurité nécessaires, vous prendrez un arrêté d'interdiction"*, écrit-il.

Pour les rassemblements *"qui ne présentent pas de risque pour l'ordre public"*, Laurent Nuñez demande de *"privilégier des itinéraires éloignés des bâtiments publics et des rues commerçantes"* et de *"renforcer les actions de renseignement afin d'identifier le plus précisément possible le volume de participants, notamment les plus radicaux, pour adapter le dispositif de voie publique."*

Afin de *"protéger les lieux qui ont fait l'objet d'attroupements et de violences dans le cadre du 17 octobre"*, le ministre demande aussi aux préfets de *"prendre des arrêtés périmétriques anti-regroupement"*.

Enfin, *"en dernier lieu (...) des couvre-feux partiels et ciblés pourront être envisagés afin de protéger les lieux fragilisés lors des violences du week-end et les lieux qui pourraient être ciblés par les casseurs à l'occasion de nouveau attroupements"*, indique le télégramme.

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a de son côté promis un dispositif policier *"massif"* pour les nouvelles manifestations du 24 octobre. Ce à quoi son ministre de l'Intérieur a ajouté: *"la doctrine (...) sera revue en termes de moyens, en volume bien sûr, en termes de forces engagées et en termes de réactivité, de mobilité"*.

### **En complément.**

#### **À Lyon, des militants d'extrême droite défilent en plein centre-ville malgré le couvre-feu - HuffPost 20 octobre 2026**

##### **Réaction d'internautes.**

- Des néofascistes arborant la croix celtique, au son de slogans racistes, peuvent manifester en toute impunité malgré le couvre-feu.

- Ils sont étrangement non encadrés par la police, non nassés, non gazés, ni matraqués dès le début de leur manifestation et eux ont pu pour se réunir tranquillement lors d'un couvre-feu.

J-C - Combien d'arrestations ? Zéro, alors qu'ils se sont dispersés place Carnot « où attendait un car de CRS », selon Le Progrès.

---

### **Italie. Le fascisme à visage à moitié découvert.**

#### **Italie : après les heurts du weekend, des militaires seront déployés à Milan - France 24 21 octobre 2026**

La Première ministre italienne Giorgia Meloni a annoncé mardi 20 octobre le déploiement de 500 soldats à Milan jusqu'à la fin de l'année en soutien à la police après les affrontements survenus ce weekend dans la métropole lombarde.

Giorgia Meloni a indiqué que le Conseil des ministres avait également approuvé des mesures visant à faciliter le placement en détention des mineurs, à infliger des amendes à leurs parents en cas de dégâts et à instaurer le délit de "*participation violente à une manifestation*".

Giorgia Meloni a ajouté que près de 200 policiers avaient été blessés et que 330 personnes avaient été placées en détention, dont la moitié étaient d'"*origine étrangère*" — soit nées à l'étranger, soit nées en Italie de parents eux-mêmes nés à l'étranger.

Le gouvernement a également décidé d'imposer des amendes aux parents pour les dégradations commises par leurs enfants lors des manifestations. Mais il n'a pas approuvé l'octroi de pouvoirs de police aux soldats, en raison de l'opposition du président Sergio Mattarella, figure institutionnelle modérée très respectée en Italie, ont rapporté les médias italiens.

Ces derniers jours, des lycéens, des étudiants, des agriculteurs et des chauffeurs routiers ont manifesté dans toute l'Italie, principalement contre la hausse du coût de la vie.

De nouvelles manifestations sont attendues samedi.

## **Russie.**

### **Lavrov : Moscou examinera les propositions américaines, mais ne fera aucune concession politique - RT 20 oct. 2026**

La Russie examinera les propositions de Steve Witkoff et Jared Kushner, a déclaré Sergueï Lavrov. *«Mais cela doit se faire sans aucune concession politique de notre part et sans compter sur une quelconque bienveillance politique qui nous tirera d'affaire sur tous les dossiers internationaux. Nous ne devons compter que sur nous-mêmes.»*

---

## **Ukraine.**

J-C - Le régime ukrainien n'est pas seulement néonazi et corrompu, il est mafieux.

### **Renseignement russe : la coopération de Zelensky avec les cartels mexicains, un «clou supplémentaire dans le cercueil» de sa carrière - RT 20 oct. 2026**

Pour le Service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie (SVR), *« une nouvelle source de panique a émergé à Kiev »*. Dans son communiqué du 20 octobre, le renseignement russe indique que la présidence ukrainienne a appris que les forces de l'ordre américaines avaient recueilli, au cours de leurs enquêtes sur les cartels mexicains, des informations concernant une collaboration entre ces organisations criminelles et des représentants du régime de Kiev.

Le renseignement extérieur russe décrit une pratique installée depuis longtemps : des cartels mexicains envoient leurs hommes en Ukraine pour apprendre à assembler des drones et à les utiliser en situation de combat. Cette préparation se déroule, selon le communiqué, au sein des forces armées ukrainiennes.

*« Au moins 80 individus ont été identifiés comme ayant reçu une formation adéquate au sein des Forces armées ukrainiennes. »* Et cet apprentissage a un prix. Le renseignement extérieur russe affirme que l'argent est versé à des responsables proches de Volodymyr Zelensky. Les fonds proviennent des ventes de stupéfiants réalisées par les cartels aux États-Unis.

Le renseignement extérieur russe associe ce dossier à une série de griefs contre Zelensky : la corruption, son attitude envers Washington, son refus d'organiser des élections et les frappes ukrainiennes contre les raffineries russes, maintenues malgré les avertissements américains.

---

## **Burkina Faso.**

### **Burkina Faso : adoption d'une loi interdisant la privatisation des entreprises publiques «à caractère stratégique» - RT 20 oct. 2026**

Les députés de l'Assemblée législative du peuple (ALP) burkinabè ont adopté à l'unanimité, lors d'une séance plénière, le 19 octobre, un projet de loi portant définition et détermination des entités économiques, commerciales et industrielles dites *« à caractère stratégique »*. Le texte interdit toute privatisation totale ou partielle des entreprises stratégiques appartenant à l'État, dont les

prérogatives sont par ailleurs renforcées en matière de contrôle et de participation au capital des entités jugées stratégiques.

D'après la presse burkinabè, une loi de décembre 1993 définissait déjà les entreprises à caractère stratégique. Elle visait à protéger ces entités économiques dont la privatisation pourrait peser sur l'équilibre social, mais n'a pas empêché que plusieurs entreprises publiques soient privatisées entre 1993 et 1994. Avec la réforme qui vient d'être adoptée, les autorités entendent se conformer aux orientations souverainistes en matière d'industrie et d'économie prônées par la Révolution populaire progressiste.

S'agissant du renforcement des prérogatives et de la participation de l'État en la matière, Serge Poda a expliqué que, par ce texte, l'État cherchait à préserver l'intérêt général, l'intérêt national et celui de toute la population du Burkina Faso. Selon le ministre, la nouvelle loi doit marquer le renouveau de la création et de la protection d'outils stratégiques de transformation et de production, qu'ils soient commerciaux, industriels ou économiques, au service de la souveraineté du pays.

Parmi elles figurent l'affirmation du droit de l'État burkinabè à entrer dans le capital des entreprises à caractère stratégique et l'encadrement du pouvoir de décision des entités économiques, commerciales et industrielles de même catégorie. L'État pourra ainsi soumettre certaines opérations à l'autorisation préalable du Conseil des ministres. Le texte prévoit aussi une clause d'insaisissabilité des biens et des comptes des entités concernées. Elle affirme clairement la possibilité pour l'État de réserver l'exercice de certaines activités économiques stratégiques, définies par voie réglementaire, exclusivement à des nationaux.

---

### **Burkina Faso : portées par l'or, les exportations de biens bondissent à plus de 6000 milliards de francs CFA - RT 20 oct. 2026**

À fin août 2026, les exportations de biens ont bondi de 57,7% en un an, à 6049,2 milliards de francs CFA (plus de 10,3 milliards de dollars). Elles sont portées par l'or brut, dont les ventes (+66,5%) atteignent 5685,9 milliards de francs CFA (plus de 9,7 milliards de dollars), selon la Direction générale de l'économie et de la planification.